

N<sup>o</sup> 27 pl<sup>o</sup> 91

Ministère  
des  
Affaires étrangères

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 2 Octobre 1897,

Direction  
des  
Affaires Politiques

Sous-Direction

Du Nord

Traité des nègres ad  
Zanzibar,

N<sup>o</sup> 21

Monsieur, notre vice Consul ad-  
Marate m'a fait parvenir récemment  
un rapport des termes duquel il semble  
résulter que la traite des nègres s'effectuerait  
encore ad Zanzibar et que le Gouvernement  
local lui-même achèterait des esclaves pour  
les faire travailler dans ses domaines.

Monsieur Prat,  
Consul de France,  
ad Zanzibar,

J'ai l'honneur de vous transmettre  
ci-joint, en copie, pour votre information, la  
Dépêche de M. Ottavio, et je vous serais obligé  
de me faire part des appréciations que sa  
lecture aura été de nature à vous suggérer.

Recevez, Monsieur, les assurances de  
ma considération Distinguée.

Pour LE MINISTRE et par AUTORISATION:  
LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, Directeur

*R. V. Ottavio*

M. Ottari, vice-Consul de France à Mascate, à  
M. Moustaur, Ministre des Affaires Étrangères, à  
Paris,

Copie,

Mascate, 30 juin 1897,

Mon séjour à Soua a été marqué cette année  
par un incident que je crois devoir signaler à Votre  
Excellence. Deux esclaves sont venus se réfugier  
chez moi et j'ai jugé utile de les affranchir, quoique  
j'en eusse pas strictement le droit.

Ces deux noirs, esclaves à Zanzibar depuis de  
longues années, y avaient été achetés au mois de  
Mars ou d'Avril dernier et aussitôt embarqués  
à destination de Soua sur un bateau à parillons  
rouges, ainsi que cela résulte des déclarations  
des noirs et de celles de leurs anciens propriétaires.

J'ai tenu aux deux Arabes à peu près le  
langage suivant: "Je ne vous rends pas vos  
esclaves. Je les affranchis. Vous vous êtes  
exposés à d'ailleurs à de très grands dangers  
graves, en achetant des esclaves à Zanzibar, et  
en les amenant ici contre leur gré, ce qui est  
deux fois interdit".

Les réponses qui m'ont été faites peuvent  
se résumer de la manière suivante: "L'achat  
des esclaves est interdit à Zanzibar, dites-vous."

C'est à dire qu'il n'y a pas à Zanzibar de  
marché public d'esclaves ni de courtiers patentés.  
mais en fait, on vend et achète journellement  
des esclaves à Zanzibar; c'est de la dernière  
facilité. Le Gouvernement local lui-même  
achète des esclaves et les fait travailler dans ses  
domaines. Et les esclaves amenés à Zanzibar, dans  
l'Oman, au Golfe Persique, que sont-ils sinon  
des esclaves qui étaient esclaves à Zanzibar  
et qu'on y ont été achetés pour être amenés  
dans ces parages? "

Zanzibar n'est en effet le grand entrepôt  
de la traite Africaine, constamment  
approvisionnée par le Languebar Alleman.  
Dans la colonie Supérieure les noirs sont  
vendus et achetés ouvertement et même  
aux enchères publiques. L'exportation  
seule en est prohibée. Mais un noir  
qui poute quarante ou cinquante roupies  
à la côte en vaut le double à Zanzibar,  
et un Arabe qui embarque quatre ou  
cinq de ces noirs réalise en une nuit un  
bénéfice de deux cents roupies. Aussi chaque  
nuit les négriers Zanzibarites, avec de petites  
barques chargées de deux à six esclaves, franchissent



la faible distance qui sépare la côte Allemande  
de l'île de Zanzibar. Il est impossible d'avoir  
surveillance la plus active d'empêcher ce genre  
de trafic. Et de Zanzibar où ils valent mille  
centaines de roupies, ces esclaves vont, à la  
première occasion favorable, réexpédiés pour  
les pays où ils acquièrent une valeur peut-être  
triple.

C'est la situation géographique qui rend ce  
monopole barbare admissible que, par une ironie  
du sort, l'humanitaire Grande Bretagne protège  
depuis sept ans. Et il ne saurait être imaginé  
d'un état de choses aussi grave que par  
l'abolition effective de l'esclavage à Zanzibar,  
telle que l'Agence Reuter l'aurait-il y a deux mois  
annoncée, mais d'abord, au monde civilisé. —  
Les Musulmans de ces parages constatent avec  
une stupéfaction profonde que, pendant que  
l'Angleterre prétend abolir radicalement  
l'esclavage dans certains pays de destination  
tels que l'Oman et d'autres contrées des rives  
du Golfe Persique où l'esclavage est toléré par  
la loi de Mahomet, cette même puissance  
maintient et réglemente l'esclavage contrairement  
à la religion Chrétienne et à la civilisation

moderne, à la vraie source, dans ses propres  
domaines, dans les îles de Zanzibar et de Pemba  
où s'approvisionnent tous les négriers de la  
presqu'île Arabique.

On peut affirmer que c'est de Zanzibar  
que viennent tous les esclaves du golfe Persique et  
de l'Oman, notamment les vingt enfants noirs  
confiés l'an dernier par le Consul d'Angleterre  
au Missionnaire Américain de Mascate. Il  
n'y a eu d'exception que pour les Makonas  
que j'ai affranchis en Septembre dernier et que  
leurs propriétaires avaient tenté précipitamment  
d'envoyer de Madagascar en apprenant  
subitement que l'abolition de l'esclavage  
allait y être proclamée.

Mais cela n'empêche pas le Commandant  
Baker de placer à Madagascar, (d'après  
son rapport), situé à une grande distance de  
la Côte Africaine et où l'esclavage a été non  
seulement mais formellement supprimé, de  
centrer favorable de traite Africaine !